

# NEWS

Bi-mensuel

15 - 31 mars 1990  
nr 150

# SOLIDARNOSCI

ISSN 0771-9388

Editeur responsable: Jerzy Milewski  
15 Drève des Aubépines, 1320 Genval, Belgium  
tél. 02/652.12.20 fax 02/652.24.88 sol bk b

## LE SYNDICAT VEUT ACCELERER LES REFORMES POLITIQUES

La perspective que les prochaines élections parlementaires, prévues pour 1993, interviennent plus tôt, peut-être cette année encore, est souvent envisagée dans de larges cercles de la société car il est clair pour tous que l'arrangement politique élaboré à la "table ronde" est depuis longtemps dépassé. Les militants politiques et syndicaux soulignent que le cours rapide des réformes démocratiques dans les autres pays d'Europe Centrale risque de placer la Pologne en arrière dans cette quête historique de liberté et d'indépendance. La crédibilité et la représentativité du Parlement issu d'élections seulement pour une partie libres - avec un large groupe de députés communistes nommés dont le parti politique n'existe plus en fait - sont sérieusement mises en cause. Le rythme des transformations politiques et économiques intervenant dans notre pays et dans les autres états d'Europe Centrale dépasse de loin toutes les attentes du passé. De plus, le fait que de nombreux partis politiques nouveaux soient privés de toute représentation parlementaire dresse un obstacle sur la voie de la stabilité politique et de la véritable démocratie. Le danger est réel que des attentes sociales non-remplies de réformes politiques promptes et décisives pour éliminer les restes du passé et placer le pays solidement dans la famille des nations démocratiques européennes engendrent frustrations et apathie politique. Les responsables syndicaux sont conscients de ce danger et à l'approche du 11ème Congrès de NSZZ Solidarnosc, ils partagent la conviction croissante que des initiatives politiques majeures accélérant le processus de réforme deviennent impératives.

Le Président de NSZZ Solidarnosc, Lech Walesa a exposé son opinion à ce sujet:

### LA BESOIN D'ELECTIONS REELLEMENT LIBRES

Parlant de prochaines élections parlementaires, nous songeons à un processus entièrement démocratique et libre, conditionné par aucun arrangement politique préalable. Le fait qu'il s'agira des premières élections réellement libres de notre histoire d'après-guerre, rend cette idée si attractive pour la société. Aussi, après des décennies de spectacles électoraux faussés et après le récent "contrat de démocratie à 35%", de plus en plus de voix réclament des élections anticipées.

De nouvelles élections devraient, avant tout, être une rivalité de programmes politiques et de personnes. Nous devons éviter la domination du futur paysage politique par une seule idéologie aux droits monopolistiques. Cela est inacceptable, quelle que soit l'origine de cette idéologie.

Indubitablement, il y a un besoin urgent de nouvelles élections qui provient de l'essence même de la démocratie mais il semble que, jusqu'ici, notre société ne soit pas suffisamment organisée politiquement. Le scénario démocratique idéal introduirait le pluralisme économique d'abord, le social ensuite (syndicats, associations) et enfin, le pluralisme politique. C'est le contraire qui se passe dans notre pays. En conséquence, dans une situation caractérisée par la liberté politique, le premier élément fait cruellement défaut et le manque de progrès

économique engendre l'apathie à l'égard du processus politique. Aussi, à présent, il n'y a pas de choix. Nous n'avons pas de partis politiques présentant candidats et programmes. Nous avons seulement certains noyaux d'organisations politiques qui ne sont visiblement pas en mesure de fournir une direction responsable au pays.

### LE CHOIX EST ENTRE LES MAINS DE LA SOCIETE

L'étape critique de la réforme économique est un argument en faveur du maintien du status quo. Le programme radical de redressement constitue un choix important dans la vie économique. Aussi, le moment présent ne semble pas idéal pour mener des élections parlementaires mais cependant, aucun moment ne l'est jamais. Les élections sont coûteuses et en période de crise, chaque sou compte; mais en même temps, elles mobilisent la société dans l'action et constituent un sommet de l'activisme politique.

La décision quant à la date des élections parlementaires est entre les mains de la société qui doit également choisir les acteurs politiques et participer pleinement au processus politique. Actuellement, la plupart des gens sont plutôt observateurs et se sentent souvent désorientés par ce qu'ils voient et entendent. Il serait grandement dommage que leur intérêt se perde. Pour cette raison, des élections parlementaires pourraient constituer une rupture.

## BATIR UN SYNDICAT "PROFESSIONNEL"

Un entretien avec Michal Boni, président de NSZZ Solidarnosc-région Mazowsze

**Q. Votre prédécesseur, Zbigniew Bujak, est un leader syndical légendaire, avec de nombreuses années d'activités spectaculaires, un des co-fondateurs de NSZZ Solidarnosc. Comme vous sentez-vous en lui succédant ?**

R. Je n'ai pas de complexe même si je sais bien que je n'ai pas sa popularité ni son autorité. Mais, les militants syndicalistes de la région Mazowsze me connaissent depuis ma période d'activité clandestine, ensuite par mon engagement ouvert dans le Club Jan Strzelecki, dans la commission syndicale de l'Université de Varsovie, à la commission régionale exécutive, ainsi que par mes activités de journaliste à "Tygodnik Solidarnosc" et à la "Gazeta Wyborcza".

**Zbigniew Bujak est un leader ayant des racines dans le milieu ouvrier; vous représentez plutôt un milieu universitaire. Cela influence-t-il le choix ou le mode d'action du syndicat ?**

En effet, je représente un type différent de militant syndical et une autre conception d'approche à NSZZ Solidarnosc. Ce qui est cependant important est mon enthousiasme pour l'activité syndicale.

**Il semble que votre direction marque la fin d'une conception combative du syndicat pour davantage de recherche de compromis.**

Il serait erroné de dire que Zbigniew Bujak est un homme de combat et moi, un homme de compromis. La nouvelle situation politique nécessite des modifications dans la forme de l'activité syndicale. Une approche négociatrice est également une forme de lutte. Nous devons transformer NSZZ Solidarnosc en une institution normale, indispensable à la vie quotidienne des travailleurs. Au cours des deux derniers mois, notre région a fait des pas essentiels en ce sens. Notre travail est mieux organisé et de nouvelles idées répondant à notre programme sont apparues, comme la création d'un Bureau de Sécurité du Travail, le développement de l'action en matière d'améliorations des conditions de travail, un intérêt pour les sections professionnelles, l'établissement de liens plus étroits entre les commissions d'usines, etc.

**Le gouvernement Mazowiecki et NSZZ Solidarnosc partagent la même éthique et proviennent du même bord. Comment, dans cette situation, le syndicat peut-il préserver son identité ? Peut-il ne pas soutenir ce gouvernement ?**

Notre syndicat doit définir sa propre place rapidement. Depuis 1989, le mouvement NSZZ Solidarnosc a commencé la construction d'un état démocratique; il a ouvert la voie à l'introduction d'une véritable réforme économique. Aussi, sommes-nous souvent identifiés avec le gouvernement mais en fait, nous sommes différents et nous avons des champs d'activité séparés. Nos représentants sont actifs dans diverses institutions et organisations: le parlement, le gouvernement, le syndicat, les comités civiques, les associations et la presse, fournissant ainsi une substance à la réalité socio-politique polonaise. Ce qui fut jadis une "Solidarnosc" unique se retrouve présente dans diverses institutions publiques.

L'une d'entre elles est le syndicat qui doit nécessairement posséder son propre visage et son indépendance dans la défense des inté-

rêts des travailleurs. Les conflits d'intérêts avec le gouvernement sont courants partout dans le monde. Il est important qu'ils soient acceptés comme une procédure normale dans la recherche d'une solution et non considérés comme une tragédie nationale. L'existence d'un syndicat soutenant entièrement le gouvernement n'a pas de sens; de même que serait absurde un gouvernement rejetant les fonctions naturelles d'un syndicat. Nous faisons des progrès dans la définition d'un nouveau modèle avec des rôles séparés et indépendants.

**Néanmoins, l'héritage commun rend le syndicat plus tolérant à l'égard de la politique du gouvernement. Ne croyez-vous pas, par exemple, que le syndicat OPZZ se montre plus intransigeant et radicalement opposé aux décisions gouvernementales et que sa rhétorique populiste trouve davantage d'écho ?**

Le discours populiste des leaders de l'OPZZ s'est récemment atténué et est devenu moins démagogique. Franchement, cette organisation ne fait pas grand-chose à part diffuser des communiqués et, hormis la région de Silésie, ce syndicat est inerte. On pense souvent que les syndicats sont constitués par tous ceux qui travaillent. Il n'en est rien. Quand je parle de NSZZ Solidarnosc comme du représentant du milieu ouvrier de notre région, par exemple, j'ai à l'esprit des groupes clairement identifiés de travailleurs qui sont bien conscients des exigences du processus de réformes. Ils savent bien que des sacrifices doivent être consentis dont ils attendent bien sûr des résultats concrets. Nous attribuer une attitude qui consisterait à dire: "nous sommes opposés aux réformes et nous voulons seulement des augmentations", est faux. Ceux qui le font, y compris, les anciens communistes, prouvent ainsi combien ils comprennent mal ce pays.

**Cela semble corroborer l'avis que finalement, NSZZ Solidarnosc préfère ne pas s'opposer au gouvernement.**

Non, nous n'approuvons pas de nombreuses mesures. Nous considérons, par exemple, que le programme social a été introduit trop tard et cela cause des frictions entre nous. Nous voulons la poursuite de négociations sur l'amendement des lois sur le travail et l'emploi, du fait que certaines propositions gouvernementales sont tout simplement inacceptables. Ainsi, à notre avis, le programme de privatisation est introduit trop lentement. **Ces erreurs résultent-elles des conditions dans lesquelles le gouvernement a été formé et a commencé à fonctionner ?**

Cela ne peut être une excuse. Il a eu assez de temps pour élaborer un programme économique cohérent. Dans nos relations mutuelles avec le gouvernement, je voudrais éviter que nous nous tapions amicalement sur les épaules ainsi qu'une acceptation condescendante de justifications du type: vous savez, cette fois-ci, cela n'a pas bien marché parce que nous avons peu de temps. Du point de vue de la défense des intérêts ouvriers, de tels arguments ne peuvent être pris en compte. Nous pouvions l'accepter à la fin de l'année dernière quand le gouvernement faisait ses premiers pas. A présent, cependant, les

B.D.I.C.

N° 150

enjeux sont trop grands et il faut veiller à tout. Les retards dans la mise en place d'infrastructures institutionnelles ainsi que l'incompétence des cadres directeurs et administratifs sont un scandale. Les ministres sont largement responsables de l'ignorance choquante des directeurs d'usines en matière de législation sur les licenciements.

**Le chômage croissant place NSZZ Solidarnosc dans une situation totalement nouvelle. Comment entendez-vous répondre à ce problème**

Par principe, nous n'acceptons pas les licenciements s'ils ne sont pas liés à un véritable plan de restructuration de l'entreprise. Nous combattons tout licenciement lié à une vengeance personnelle, ou illégal. Les licenciements doivent faire l'objet de négocia-

tions, respecter la législation et prendre en considération les intérêts des groupes les plus faibles.

Notre syndicat a créé une banque de données pour l'emploi et négocie des accords avec des centres de formation professionnelle. Nous favorisons l'établissement d'agences locales d'emploi et participons aux institutions traitant des relations de travail. Des discussions sont menées avec de grandes entreprises et des organisations syndicales locales sur la possibilité d'organiser des projets de travaux publics. Notre action en cette matière est importante. Nous considérons que le chômage doit être temporaire et disparaître quand des petites entreprises démarreront, en particulier dans les petites villes.

**LA COMMISSION NATIONALE EXECUTIVE** de NSZZ Solidarnosc s'est réunie à Gdansk pour préparer une première séance de négociations avec le gouvernement. Les dirigeants syndicaux ont examiné la question du plan de privatisation de la propriété étatique. Bien que, ainsi que l'a souligné Lech Walesa, le syndicat ne doive pas veiller aux détails du programme gouvernemental, néanmoins le syndicat doit faire entendre sa voix. Les dirigeants syndicaux considèrent que les propositions gouvernementales sont trop peu explicites, en particulier quant à l'égalité des diverses formes de privatisation. Une autre revendication concerne la garantie de chances égales d'accession à la propriété d'état (par l'élimination d'accords secrets).

La KKW a décidé de revendiquer fermement la liaison du salaire minimum au niveau de base des allocations de sécurité sociale.

Afin d'assurer la présence du syndicat dans les organes institutionnels de décisions en matières concernant directement les intérêts des travailleurs, le Praesidium a nommé deux délégués au Conseil National du Travail, onze représentants à la direction du Fonds National d'Assurance et trois observateurs au Conseil de Contrôle de la Caisse de Vacances.

**APPLIQUER NOTRE PROGRAMME SYNDICAL**

Un entretien avec Wladyslaw Frasyuniuk, leader de NSZZ Solidarnosc de la région de Basse-Silésie depuis février 1981 et membre de la KKW.

**Vous venez d'être réélu président de la région. Comment débutez-vous ce nouveau mandat ?**

Je ne prévois pas de problèmes particuliers; rien n'a changé d'important dans notre organisation. Nous continuerons d'appliquer notre programme syndical.

**Vous soutenez Lech Walesa, mais avec certaines réserves. Pouvez-vous éclaircir votre position ?**

Comme vous avez pu le voir lors de notre congrès régional, tout syndicaliste militant est sujet aux critiques. Certains militants de longue date n'ont pu obtenir suffisamment de voix. Des militants plus neufs ont par contre trouvé sympathie et soutien. Seuls ceux qui ne font rien s'épargnent les critiques.

**Comment comptez-vous unir votre région ?**

Elle n'a jamais été réellement divisée. La presse a fait largement part d'oppositions de vues, en particulier la controverse entre l'engagement légal et clandestin. Cette controverse a divisé aussi certains militants

syndicaux. L'important est que dans les entreprises, notre organisation demeure fermement unie.

**Quel est votre avis sur la direction régionale récemment élue ?**

La plupart des membres élus sont des militants avec lesquels je pourrai bien travailler. D'autres semblent vouloir encore faire le décompte de nos sept ans d'activité clandestine. Pourtant, quand ils sont confrontés aux problèmes syndicaux présents, cette préoccupation quant au passé disparaît.

**Quels sont vos impressions sur le congrès syndical régional qui est prêt de se conclure**

Il est encore trop tôt pour en juger puisque des travaux se poursuivent. En général, ce fut un congrès régional typique où à côté de discussions substantielles, des réactions émotionnelles sur le passé ont refait surface. Il semble que de nombreux syndicalistes auront besoin de temps pour s'adapter à la nouvelle situation qui finalement, offre des conditions normales pour le travail syndical.

## LES MINEURS VEULENT UN SALAIRE CORRESPONDANT A LEUR TRAVAIL

La Commission Nationale Minière de NSZZ Solidarnosc a demandé au Premier Ministre d'abroger une loi, en vigueur depuis 1981, sur la double rétribution du travail durant les week-end et sur d'autres avantages. Ceux-ci ne peuvent en aucune manière compenser la peine et le danger associés au travail des mineurs mais, en fait, constituent une coercition économique forçant les mineurs à travailler durant les week-end et les jours fériés. Les rémunérations pour le travail en semaine sont fixées si bas que les mineurs sont contraints de prêter les week-end. NSZZ Solidarnosc demande des modifications fiscales de la taxation des fonds salariaux. Le travail volontaire durant le week-end devrait être rémunéré suivant les réglementations normales sur le travail complémentaire.

La Commission a examiné la perspective de chômage frappant les mineurs du fait de la fermeture de mines non-rentables, de la demande réduite de charbon et du prix élevé du charbon. Une revendication porte sur la mise à la retraite après 25 ans de service. Une initiative majeure concerne l'augmentation des capacités d'exportation et des contrats doublant les exportations de 15 millions de tonnes à 31 millions ont déjà été signés. Enfin, du fait de la situation sur le marché, une réduction temporaire du prix du charbon est prévue.

## POUR FINANCER LE SYNDICAT

Dans notre numéro précédent, nous vous avons informés de la création de la Fondation Economique de NSZZ Solidarnosc, visant à lancer des initiatives économiques. Il est un autre projet envisagé par notre syndicat, le Fonds Economique de NSZZ Solidarnosc dont le directeur, Jerzy Kobylinski et le vice-directeur, Andrzej Spiker, répondent aux questions de "Tygodnik Solidarnosc".

### **En quoi le Fonds est-il différent de la Fondation Economique de NSZZ Solidarnosc ?**

Le Fonds est une société dont la mission est d'assurer des ressources financières au syndicat. Celui est l'unique propriétaire de cette société au capital de départ de 100 millions de zlotys (env. 10.000 dollars). Au contraire de la Fondation Economique dont la mission est d'organiser et de stimuler des initiatives économiques, le Fonds est une société censée dégager des profits.

### **Tous les bénéficiaires iront-ils au syndicat ?**

Cela dépend des responsables de NSZZ Solidarnosc. Le syndicat peut permettre au Fonds d'utiliser certains profits pour de nouveaux investissements ou pour de nouvelles initiatives de production.

### **Qui prendra les décisions ?**

La Commission Nationale Exécutive (KKW) de NSZZ Solidarnosc qui forme l'Assemblée Générale du Fonds et nomme les 13 membres du Comité de Contrôle. Celui-ci élit le comité exécutif du Fonds. Le Comité de Contrôle est présidé par Jacek Merkel, membre de la KKW.

### **Quel est le principal objectif du Fonds ?**

Permettre aux structures syndicales, en particulier régionales et locales, d'initier une activité économique. Avec notre aide, elles devraient être en mesure de créer leurs propres entreprises, rentables.

### **Pensez-vous que le capital de départ sera suffisant pour engager des activités de production ?**

Cet argent servira à organiser le Fonds. Quand nous aurons élaboré des projets concrets, nous nous tournerons vers le Comité de Contrôle et vers le capital étranger pour former des compagnies mixtes avec nos entreprises.

### **Quelles entreprises comptez-vous créer ?**

Avant tout, des entreprises commerciales comme une chaîne de magasins qui proposera des prix plus compétitifs que les magasins monopolistiques et qui stimulera la concurrence, le talon d'Achille de notre économie. Nous voulons également nous engager dans les assurances, le consulting et le tourisme. Une agence artistique a déjà été créée. Nous devons faire du profit.

### **Quelles banques utiliserez-vous, les banques d'état ?**

Notre plus grand projet porte sur la création d'une banque syndicale Solidarnosc. Nous en élaborons les préparatifs. Le syndicat en serait le propriétaire et le Fonds, la Fondation Economique, mais aussi des entreprises étatiques, privées ou étrangères, pourraient y avoir des participations.

### **En quoi une banque syndicale Solidarnosc différencierait-elle des banques d'état ?**

Du point de vue des clients, notre banque devra fournir un service plus efficace et plus facile. En général, elle devrait améliorer la crédibilité du système bancaire polonais. Le projet nécessitera encore au moins un an d'études avant d'être lancé.

## SOVIETS GO HOME ... EN REGLANT L'ARDOISE

La présence des troupes militaires soviétiques sur le territoire polonais appartiendra un jour, que l'on espère proche, à l'histoire; mais jusque là, les conditions de leur présence devront être modifiées. Les troupes soviétiques sont stationnées sur base d'un accord signé en 1956, présenté à l'époque comme un exemple de respect de l'indépendance et de la dignité nationale polonaise. Dans les faits, il ne fut même pas respecté. Le sujet était tabou mais les habitants contraints de supporter des bases soviétiques dans leur proximité savaient que le pays était traité comme un territoire occupé. Des délits perpétrés par les soldats soviétiques, allant des vols aux crimes, ont eu lieu et les dommages aux biens privés ou étatiques sont presque impossibles à calculer. Contrairement à l'accord signé, les Soviétiques n'étaient pas soumis à la juridiction polonaise; ce qui signifie que les délits restèrent impunis et les dommages non remboursés. Financièrement aussi, la Pologne est perdante; en 1989 seulement, elle dut subsidier, pour un montant de 26 milliards de zlotys, l'approvisionnement alimentaire des troupes soviétiques. Le nouveau gouvernement de Tadeusz Mazowiecki entend mettre fin à de telles violations de la souveraineté polonaise et de nouveaux accords contraindront les Soviétiques à payer leur note.